

pourraient utiliser à cette fin. Des entreprises risquent, enfin, de se livrer à des abus dans leurs activités quotidiennes quant aux conditions de travail.

Pour ce qui est des normes, les défenseurs des droits de la personne font valoir que les cinq droits principaux (liberté d'association, droit de conclure des conventions collectives, rémunération égale sans discrimination, interdiction du travail forcé et âge minimum d'emploi) reconnus dans les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail constituent un point de départ pour la SEE. Le Canada a ratifié quatre des sept conventions fondamentales.

Selon les organisations non gouvernementales, les droits de la personne doivent s'inscrire à trois niveaux dans les politiques et les procédures de la SEE. Une politique concernant ces droits permettrait :

- d'aider à déterminer, en gros, les pays dans lesquels la SEE pourrait financer des projets et ceux dans lesquels cela serait strictement interdit;
- d'évaluer l'incidence de certains projets sur les droits de la personne dans certains pays et si la SEE doit les financer;
- d'orienter le comportement des sociétés privées sur les marchés étrangers et d'assurer qu'elles respectent les normes des droits de la personne et des travailleurs dans leurs activités quotidiennes.

La question de l'interdiction stricte à l'échelle d'un pays

Dans certains pays, il est impossible, dit-on, pour une entreprise d'avoir des activités économiques sans être plus ou moins complice des violations des droits de la personne. Certains mécanismes empêchent toutefois la SEE de faire des affaires avec ceux qui violent sans vergogne les droits de la personne dans le monde. Ainsi, la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* interdit, en vertu de sa liste de pays visés par contrôle, les exportations dans certains pays sans autorisation. Par ailleurs, la SEE pourrait être touchée si le gouvernement du Canada imposait des sanctions à un autre pays ou si le Conseil de sécurité des Nations Unies adoptait des résolutions interdisant le commerce avec un État. L'imposition d'interdictions strictes spécialement conçues pour la SEE ne s'avère donc pas nécessaire à l'heure actuelle.

Évaluations des droits de la personne à l'échelle d'un projet

Des ONG demandent qu'on réalise des évaluations des droits de la personne semblables aux évaluations environnementales, avant que la SEE n'approuve un projet. Cela permettrait d'examiner l'état de ces droits dans le pays hôte et de voir si une entreprise canadienne peut s'y implanter sans nuire au respect de ces droits. Les exportateurs s'inquiètent de voir la SEE procéder à ce genre d'évaluation, car ils craignent que cela nuise à leur compétitivité sur la scène internationale.

La question ne réside pas tant dans la nécessité pour la SEE de se doter d'un code des droits de la personne et de se faire elle-même champion de ces droits que dans l'introduction de mécanismes lui permettant de se conformer à la politique étrangère du gouvernement du Canada en ce domaine.